

# AMNESTY INTERNATIONAL

## DÉCLARATION PUBLIQUE

Index AI : AMR 41/030/2012

AILRC-FR

8 mai 2012

### **Mexique. Amnesty International condamne les assassinats de journalistes et demande l'ouverture d'enquêtes**

Amnesty International condamne fermement les assassinats de Guillermo Luna, Gabriel Hüge, Esteban Rodríguez et Irasema Becerra commis le 3 mai 2012 à Boca del Río, dans l'État de Veracruz.

D'après les informations reçues par Amnesty International, Guillermo Luna et Gabriel Hüge étaient photographes pour divers journaux de cet État, tandis qu'Esteban Rodríguez exerçait la profession de photojournaliste. Tous trois étaient collègues et couvraient l'actualité policière et criminelle. Irasema Becerra travaillait au sein du service administratif d'un journal et était la compagne de Guillermo Luna. Ces meurtres ont été perpétrés quelques jours à peine après l'assassinat de Regina Martínez, correspondante pour la revue *Proceso*, samedi 28 avril à Xapala, la capitale de l'État.

Amnesty International est profondément inquiète pour la sécurité des professionnels des médias dans l'État de Veracruz et appelle les autorités fédérales et de cet État à prendre des mesures de sécurité efficaces pour protéger les journalistes en situation de danger et leurs proches. Il s'agit d'une démarche essentielle pour garantir que les journalistes puissent faire leur travail et que le droit à la liberté d'expression soit respecté dans cet État du Mexique.

Les meurtres de Guillermo Luna, Gabriel Hüge, Esteban Rodríguez et Irasema Becerra avaient fait l'objet d'un avertissement préalable. D'après les informations reçues par Amnesty International, le nom de ces journalistes figuraient, parmi d'autres, sur une liste de personnes à abattre diffusée l'an dernier. Bien qu'elles aient été informées de la situation, les autorités de l'État n'ont pas pris les mesures nécessaires pour garantir la protection des journalistes qui se trouvaient en danger, et plusieurs d'entre eux ont été contraints de quitter l'État de Veracruz pour des raisons de sécurité. Depuis la fin de l'année 2010, huit journalistes ont été tués dans cet État.

Les autorités doivent garantir la tenue d'une enquête impartiale et efficace pour que les auteurs présumés de ces actes soient rapidement déférés à la justice. Il faut mettre un terme à l'impunité qui règne dans les affaires d'agressions de journalistes et de professionnels des médias au Mexique.

Ces meurtres ne font que perpétuer le climat de violence auquel sont confrontés les professionnels des médias dans différentes régions du pays, et qui fait du Mexique l'un des pays les plus dangereux au monde pour exercer la profession de journaliste.

La loi sur la protection des défenseurs des droits humains et des journalistes, qui n'a pas encore été promulguée par le président de la République, restera lettre morte si les autorités ne garantissent pas sa mise en œuvre rapide en vue d'instaurer de réelles mesures de protection qui contribueront à diminuer la vulnérabilité des journalistes.